

"Je viens ici tous les jours"

Autor(en): **Martin, Valérie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **86 (1998)**

Heft 1417

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-284715>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



JE VIENS ICI TOUS LES JOURS

Depuis sept ans, les femmes réfugiées de toutes les nationalités et leurs jeunes enfants ont un lieu de rencontre, ouvert cinq jours sur sept, à Genève: le centre Camarada propose également divers cours de formation et des ateliers de création.

A partir de 1982, le Centre Social Protestant (CSP) et l'Association Genevoise d'Entraide aux Réfugiés (AGER) décident d'améliorer l'intégration des personnes réfugiées à Genève en organisant des cours de français. Si l'opération connaît un vif succès auprès du public alors originaire de Turquie et du Kurdistan turc, elle ne semble attirer que des hommes. «Le CSP commence alors à s'interroger sur la situation des femmes réfugiées et requérantes d'asile. Or il s'avère que la majorité d'entre elles vit dans un isolement inexprimable», se souvient Claire-Lise Dreifuss, alors assistante sociale au CSP. L'actuelle coordinatrice de Camarada poursuit: «Déracinées, loin de leur réseau féminin et coupées de leurs repères, les femmes en exil doivent se confronter à un univers inconnu dont l'accès est limité par les difficultés linguistiques, les différences culturelles et peut-être aussi la xénophobie. Contrairement aux enfants qui s'adaptent rapidement à la vie genevoise, les mères souvent peu scolarisées sont progressivement marginalisées au sein de leur propre famille».

Un espace chaleureux

C'est pourquoi en 1990, l'AGER crée le centre Camille Martin à l'intention des femmes qui n'ont pas l'habitude de fréquenter des lieux mixtes. Rebaptisé «Camarada» en 1996, ce lieu propose actuellement 5 niveaux de cours de français, 6 ateliers d'activités créatrices, un soutien scolaire aux enfants réfugiés de 8 à 10 ans, un Espace enfants, une permanence hebdomadaire pour les très jeunes femmes réfugiées, des cours d'éducation à la santé. Et surtout un espace de rencontre chaleureux.

Pour accomplir toutes ces tâches, une équipe de cinq travailleuses sociales, formatrices et enseignantes est secondée par une vingtaine de bénévoles. Côté finances, le centre est soutenu par l'Office Fédéral des Réfugiés via Caritas, le CSP, la Ville et le Canton de Genève, diverses fondations, communes et paroisses. Il existe actuellement deux autres centres similaires en Suisse Romande: le centre femmes Appartenances à Lausanne ouvert pour les femmes en février 1993, et Récif à Neuchâtel.

La langue avant tout

Trois matinées par semaine, cinq enseignantes et une cinquantaine d'élèves, âgées de vingt à quarante ans, explorent la langue française, de la racine des sons à l'emploi du subjonctif présent. Venues de l'ex-Yougoslavie, de la Colombie, de l'Afghanistan, de la corne de l'Afrique, de la région des Grands Lacs, du nord du Sri Lanka ou des montagnes kurdes: elles ont toutes un accent et un passé scolaire différents. Difficile d'imaginer un public plus hétérogène et pourtant chacune semble trouver le savoir qui lui manque au rythme qui lui convient.

Donjeta est une ancienne étudiante en mathématiques de l'université du Kosovo. Elle a fui les troubles de cette province en 1991 avec son mari pour venir en Suisse. Aujourd'hui, mère de trois filles, elle a abandonné toute idée de reprendre sa formation scientifique et vit en retenant son souffle à chaque renouvellement de permis, c'est-à-dire tous les trois mois. Cette femme élancée au look branché vient tous les jours à Camarada pour y perfectionner son français «car depuis que mon aînée a appris à lire et à écrire, je veux pouvoir l'aider à faire ses devoirs». Albanaise d'origine, Donjeta rêve de pouvoir rester en Suisse où: «la culture est plus douce, surtout pour les filles. Sans oublier que là-bas, les structures scolaires sont en ruine, comme le reste des services publics d'ailleurs».

Shamsa



Photo: Simone Opplinger

Shamsa à droite et une amie.

Dans cet univers de femmes et de mères, déambule une fille aussi grave que gracieuse. Shamsa a juste dix-huit ans et raconte dans un français presque parfait comment la guerre a brisé net son existence: «J'avais dix ans. J'allais à l'école coranique et je vivais avec mes frères et mes parents à Mogadiscio. La guerre a éclaté. Une bombe est tombée sur notre maison et m'a arraché la jambe. Une semaine après, nous avons pris la route de l'exil et nous sommes arrivés dans un camp de réfugiés au Kenya.»

«Au début, je voulais pleurer»

Pour qui n'est jamais allé dans un camp de réfugiés, il est difficile d'imaginer la violence et la peur qui règnent dans ces lieux coupés du reste du monde. Pour donner une chance à leur petite fille alors âgée de 13 ans, les parents de Shamsa décident de l'envoyer à Genève où vivent déjà deux de ses frères. Elle y retrouve l'un d'eux en 1993 au centre des Tattes. Ce gigantesque centre (500 réfugiés) lui a laissé un souvenir amer d'abandon et de violence entre les groupes nationaux qui a duré deux ans. Au cours de cette période, elle subit plusieurs traitements médicaux et reçoit une prothèse pour sa jambe. Son parcours scolaire est très affecté par sa santé et elle passe au Cycle d'Orientation sans comprendre une phrase de français. Ce sont les enseignants du SCAI (Service Classes Accueil et Insertion) qui réalisent la détresse de cette jeune fille et qui contactent Camarada en octobre 1995. L'idée est d'offrir un cours de français et un encadrement social adéquat à cette élève pendant quelques mois pour qu'elle apprenne à lire et à écrire. «Au début, au milieu de toutes ces dames, j'avais peur et je voulais pleurer», se souvient-elle, «mais depuis six mois je viens presque tous les jours ici et l'équipe m'aide à trouver des places de stage».

Moitié de sa vie ici

Aujourd'hui, la jeune requérante d'asile vit seule à Genève dans un studio. Elle a appris le décès de son père au Kenya et plus récemment celui de sa mère en Somalie. Ses frères sont partis tenter leur chance au Canada, mais elle a décidé de rester. «Je ne veux pas tout recommencer, ni retourner en Somalie où je n'ai ni maison ni famille». Son avenir dépend du renouvellement de son permis de requérante, mais également des opportunités de faire un apprentissage. «J'aimerais être coiffeuse, mais qui voudra engager une jeune apprentie qui peut être renvoyée demain?» Dans deux ans, Shamsa aura passé la moitié de sa vie en Suisse, et «pour se souvenir de ses racines» elle a suivi l'école coranique, dont elle vient de réussir les examens.

Selon Carole Breukel, responsable de la formation et des adolescentes à Camarada, «Genève manque encore de structures adéquates pour accueillir les mineurs non accompagnés, en particulier les filles».

(vm)

Exposition du travail de la photographe **Simone Opplinger** intitulée *L'exil féminin pluriel* au Centre Camarada (voir agenda).

Espace enfants

Depuis 1994, les 200m² de Camarada accueillent aussi les enfants en âge préscolaire. Sans frais supplémentaires ni inscription, les mères peuvent poursuivre leurs activités sans être confrontées au délicat problème de la garde d'enfants. Entre l'Espace enfants de Camarada et le monde des adultes, aucune porte ni séparation. «Ce libre accès de part et d'autre permet aux mères de constater les progrès de leur enfant et à ces derniers de prendre leur autonomie progressivement», explique

Alexandra de Coulon, éducatrice responsable.

Les après-midi sentent le thé à la cannelle, les petits gâteaux exotiques et la peinture de l'atelier de sérigraphie. Entre les étoffes, les patrons de couturières et les fils de séchage, en petits groupes ou en tête à tête, les femmes échangent des propos en vingt langues différentes. Certaines cousent et repassent pour des gens du quartier, d'autres taillent des vêtements pour leur famille ou fabriquent des objets qui seront vendus à l'extérieur. La produc-

tion est vaste et originale. Aux yeux, bleu chaleureux, de Claise-Lise Dreifuss, «la qualité du travail a son importance, car à travers elle s'exprime la dignité de la personne qui l'a réalisé, et parvenir à un beau résultat redonne sens à la vie».

Exit les clichés

A-t-elle retrouvé un sens à sa vie

cette dame sans âge qui tricote en silence? Il paraît que, sans famille, elle vient tous les jours. Avec ses fichus de laine superposés et ses pantalons qui dépassent de sa jupe, cette grand-mère personnifiée le déracinement forcé. Mais autour d'elle, les clichés de l'exil cèdent la place à des femmes que rien ne distingue de vous et moi.

Quelques-unes ont les yeux qui brillent à l'idée de retourner dans leur pays. C'est le cas de Félicitus et de ses amies tamoules, volubiles sympathisantes du LTTE (Tigres de Libération de l'Eelam tamoul): «Jusqu'en 1994, j'étais institutrice à Jaffna. J'apprécie la Suisse, je continue à apprendre le français, j'ai adopté les vête-

ments occidentaux et je cuisine des recettes locales... mais je rêve de retourner un jour au Sri Lanka et de retrouver mes parents».

Valérie Martin

Camarada tél: 022/344 03 39

BRÈVES

Fribourg

Espace-Femmes

Les femmes suisses et immigrées de Fribourg auront bientôt un nouveau centre de rencontre et d'information. Il pourrait ouvrir ses portes en automne déjà. C'est en tout cas le vœu du groupe de travail qui planche depuis un an et demi sur le projet Espace-Femmes Fribourg.

Ce n'est cependant pas le premier centre de rencontres et de consultation pour les femmes. En effet, le Centr'Elles a fonctionné pendant plusieurs années, mais a dû fermer ses portes en 1994, faute de soutien financier.

Fribourg n'est certes pas un «no woman's land» et un certain nombre de services publics et privés sont à la disposition des femmes dans le canton: syndicats, Solidarité Femmes, Planning familial, Bureau de l'égalité et de la famille. «Cependant, il manque un lien entre les différentes activités et une structure plus polyvalente», note Christina Scholl, secrétaire syndicale et membre du groupe de travail. C'est pour combler cette lacune qu'est née l'idée de créer l'Espace-Femmes.

L'initiative vient des rangs du Centre de contact Suisses-Immigrés en 1996. Un groupe de travail s'est formé réunissant des membres de Caritas, du Bureau de l'égalité et de la famille, de la Croix-Rouge, de l'OSEO, de Solidarité Femmes, des syndicats et d'associations d'immigrés. Aujourd'hui, le projet est prêt et une association a été créée pour le concrétiser.

Dans un lieu encore à dénicher, il devrait devenir un espace polyvalent, facile d'accès et accueillant, une plate-forme pour des rencontres, des

échanges, des activités culturelles, des cours et des activités de prévention. Un service de consultation et de conseil dans les domaines les plus divers (droit, vie professionnelle, assurances, etc) y aurait également sa place, ainsi qu'un lieu pour les enfants.

«Nous mettons beaucoup d'espoir dans la création de cet Espace-Femmes», souligne Christina Stoll. Fribourg manque en effet cruellement d'un lieu réservé aux femmes. A partir de ce lieu, nous espérons que de nombreux projets verront le jour.»

Annette Wicht

Genève

Mammographie, pas mammographie!

En réponse à l'article d'Anne-Marie Ley «campagne de dépistage (du cancer du sein) bloquée à Genève», Rina Nissim tient à préciser:

Le cancer du sein est l'une des premières causes de mortalité des femmes et sa fréquence est en augmentation. Malheureusement, il n'est pas prouvé que l'augmentation de la fréquence des mammographies entraîne une baisse de la mortalité, bien qu'on soit engagé dans ce sens depuis des années.

Deux études, effectuées sur plus de 10.000 femmes, au Canada et en Suède, ont montré que les femmes qui subissent des mammographies annuelles (entre 45 et 50 ans et entre 50 et 55 ans) ont plus de cancers du sein que les femmes qui n'en font pas. Les rayonnements radiocatifs sont cancérigènes et il serait donc préférable de ne recourir à la mammographie que dans le cadre d'un diagnostic.

Se battre pour le remboursement des mammographies à date fixe et pour plus d'investissement dans ce domaine fait le jeu du lobby médical (car c'est

coûteux) mais pas forcément celui des femmes.

Le dépistage est insuffisant, il faut s'engager dans une véritable prévention et pour cela travailler sur les facteurs environnementaux, alimentaires et autres. Sinon, comment expliquer que le risque de cancer du sein soit plus élevé dans les pays industrialisés et qu'une femme qui émigre d'un pays à faible risque, double ce risque en dix ans de séjour?

Neuchâtel

Le cri de la muette

Des Algériennes, armées de leur seul courage, ont monté une pièce de théâtre, intitulée «le cri de la muette». A l'occasion de la Journée internationale de la femme, elles ont joué dans les principales villes d'Algérie. En solidarité avec ce mouvement, plusieurs associations féminines de Neuchâtel avaient organisé pour le 8 mars, une soirée autour d'un couscous. A la surprise générale, plus de 70 personnes, averties à la dernière minute ont répondu à l'appel.

Corinne Doret

Vaud

Elections au Grand Conseil

Le nouveau Grand Conseil vaudois comportera 44 députées, ce qui donne une proportion de 24,5%, alors qu'elle était de 20,5% en 1994.

L'augmentation de 4 points, relativement satisfaisante, est due à deux facteurs:

- d'une part le canton de Vaud vient de changer de loi électorale. Au lieu de 200 députés, nous ne devons élire que 180 représentants. Le nombre des arrondissements électoraux a aussi été réduit: il n'y en a plus que 21, contre 30 auparavant. Si ce nouveau découpage électoral a été favorable aux candidates, c'est que le nombre de «petits»

arrondissements électoraux a diminué (petits par le nombre de sièges auxquels ils ont droit); or c'est là que les femmes ont le moins de chances d'être élues.

- d'autre part, le Bureau cantonal de l'égalité a fait une campagne originale en faveur de l'élection des femmes en adressant un papillon à tous les ménages du canton: «pour que ça change, votez femmes... pour que ça ne change pas, votez hommes!»

Il est bien évident qu'une femme sur quatre députés n'est pas encore l'idéal, mais tant que les partis ne nous offrent que 29% de candidates sur leurs listes, il ne sera pas possible de faire beaucoup mieux! Simone Chapuis-Bischof

Ne laissons pas tomber les veuves bosniaques et leurs enfants réfugiés en Suisse!

Le 30 avril 1998, dans le cadre de la politique de renvoi du Conseil Fédéral, les Bosniaques réfugiés en Suisse devront quitter définitivement notre pays. Même les veuves avec des enfants mineurs. Même si leur maison, leur village, leur pays, la Bosnie-Herzégovine, n'existent plus. N'y a-t-il vraiment pas de place, dans notre pays, pour accueillir durablement une centaine de femmes et leurs enfants? «Au nom du Dieu Tout-Puissant...?»

Réunies en association dans plusieurs cantons, les mères bosniaques seules avec enfants viennent d'écrire au Conseil Fédéral pour solliciter un permis B humanitaire. Soutenues par 28 associations et organismes caritatifs, elles tentent également d'alerter l'opinion en lançant une pétition adressée aux autorités vaudoises ainsi qu'au Conseil Fédéral. Pour l'obtenir SAJE, 4, rue Enning, 1003, Lausanne. Renseignements: Thérèse Moreau, tél. et fax 021/729 76 26 (n.m.k.)